

Solidaires



INRA et pesticides (suite) - Réaction au rapport

« Usages et alternatives au glyphosate dans l'agriculture française »

Branche INRA

Après le rapport « Usages et alternatives au glyphosate dans l'agriculture française » quel sera l'engagement de la direction de l'INRA ? Cette nouvelle contribution syndicale complète celle diffusée fin octobre sous le titre « Pesticides et recherche publique : de la capacité de l'INRA à anticiper, ou pas, sur les évolutions réglementaires et agronomiques, à travers le révélateur du glyphosate. »

Le rapport « Usages et alternatives au glyphosate dans l'agriculture française » vient d'être publié, en réponse à une saisine des quatre ministères à l'INRA un mois plus tôt. On ne peut que saluer le travail important de compilation et d'analyse réalisé par quelques collègues dans un temps si court, devant un matériau divers et pas toujours facile d'accès. Saluons aussi le souci d'éclairer la diversité des situations d'usages, en ne se cantonnant pas aux systèmes céréaliers de métropole. Mais en tant que syndicalistes, nous sommes interpellés par les conditions humaines de réalisation d'un tel travail et à ses conséquences sur la qualité de la profondeur d'analyse. En effet, les situations décrites manquent parfois d'une instruction plus fine des situations de verrouillage sociotechnique qu'elles illustrent.

Le rapport balaie les alternatives techniques au glyphosate et identifie les impasses. Souvent, en l'absence de leviers et connaissances issues de la recherche académique et de la R&D, il fait appel à des études réalisées à l'étranger et à des innovations portées par des agriculteurs. C'est ainsi que cet inventaire de la littérature disponible permet d'identifier les lacunes de la recherche sur cette question, sans en questionner cependant les motivations politiques qui résultent d'un verrouillage technico-économique. Le rapport met aussi en évidence les limites du modèle productiviste (« *l'impact économique sera d'autant plus marqué que la diversification des cultures est faible, qu'il n'y a pas d'élevage, que le secteur concerné touche des marchés très concurrentiels* ») et il explore les pistes alternatives en valorisant bien la documentation disponible. Néanmoins la sortie du glyphosate serait possible.

La logique de reconception revient en force dans ce document, alors que le plan Ecophyto 2 l'avait escamotée pour privilégier l'efficacité et la substitution, sans toucher au modèle de production dominant qui repose sur la chimie. Enfin le rapport souligne que « *La réflexion sur la transition vers la sortie du glyphosate doit donc se faire sur une échelle de temps qui prend en compte la mise en œuvre de ces techniques alternatives* ».

Alors que l'ESCO Pesticides publiée en 2005 montrait déjà l'urgence de la situation, que les alertes sur les méfaits des pesticides sur la santé humaine et animale n'ont cessé depuis de se multiplier et que la dégradation de l'environnement, loin de se ralentir, s'est aggravée au cours de la dernière décennie, il est nécessaire de s'interroger sur les verrous qui ont conduit à cette situation mais surtout, sur les efforts qui devront être portés en terme de recherche dans les années prochaines. Cette interrogation soulève la question primordiale de la réallocation des moyens de recherche, pour désinvestir immédiatement dans certains secteurs et définir les nouveaux domaines prioritaires. Il est nécessaire également de se donner des objectifs chiffrés en termes de réduction de l'utilisation de tous les pesticides dans l'approche agroécologique que la Direction de l'INRA affiche comme une priorité pour les cinq années à venir

Comme SUD l'écrivait fin octobre, il est encore temps d'agir même si la situation est grave et si la décision de transformer en filiale (marchandisée) le Domaine bordelais de Couhins n'est pas le signe d'un réel progrès. Il existe un personnel INRA compétent, motivé et dynamique, des groupes d'agriculteurs et des réseaux dynamiques et inventifs avec lesquels co-construire des dispositifs efficaces pour refonder une nouvelle agriculture saine, durable, productive, créatrice d'emplois bien rémunérés, dans des campagnes et des territoires vivants. Désormais les atteintes à la biosphère sont hélas visibles de plus en plus rapidement. Il est de notre devoir en tant que service public de la recherche agronomique de faire bouger les lignes et d'éclairer les décisions publiques et nous devons rendre compte de nos actions devant les générations futures.